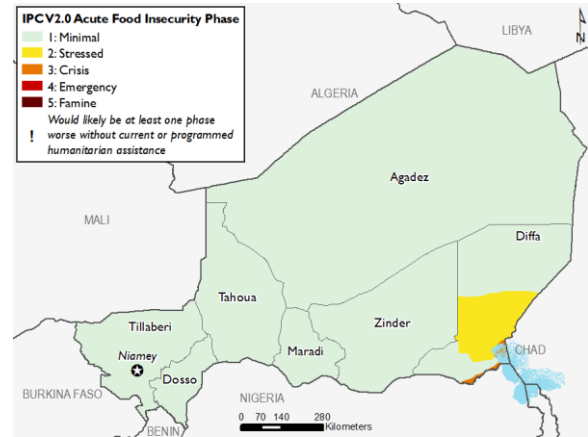


*Sécurité alimentaire situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) en zone pastorale.*

**MESSAGES CLÉS**

- Des formes de Stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC) sont observées en février 2018 et pourraient persister jusqu'en septembre 2018 pour les ménages pauvres de la zone pastorale en raison de la dégradation précoce des conditions d'élevage suite au déficit fourrager. Les mêmes conditions vont prévaloir jusqu'en septembre 2018 chez certains ménages pauvres des zones agricoles et agropastorales suite à l'épuisement précoce des stocks et au faible pouvoir d'achat.
- Le conflit civil Boko Haram continue de perturber les moyens d'existence et les marchés dans la région de Diffa, entravant les opportunités de commerce avec le Nigeria et la Libye. L'insécurité alimentaire aiguë de Crise (Phase 3 de l'IPC) persistante va perdurer dans la région jusqu'au moins septembre 2018. Quelques ménages éleveurs pauvres pourraient être affectés par la Crise (Phase 3 de l'IPC) en juin-juillet en l'absence d'assistance.
- Les produits agricoles de la saison des pluies et les cultures de contre saison en cours favorisent un accès alimentaire moyen pour la plupart des ménages agricoles et agropastoraux. Les opportunités d'emploi de main d'œuvre agricole sont des sources de revenus permettant d'effectuer des dépenses non alimentaires dans ces zones où l'insécurité alimentaire est Minimale (Phase 1 de l'IPC) et ce jusqu'en septembre 2018.
- Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires de base avec les produits locaux et les flux en provenance des pays voisins (Burkina Faso, Mali, Bénin et Nigeria) sont réguliers. Toutefois, la hausse des prix sur les principaux marchés sources conduit les prix sur les marchés nationaux de consommation à des niveaux au-dessus de la moyenne saisonnière, situation défavorable pour un accès adéquat des ménages pauvres aux aliments.

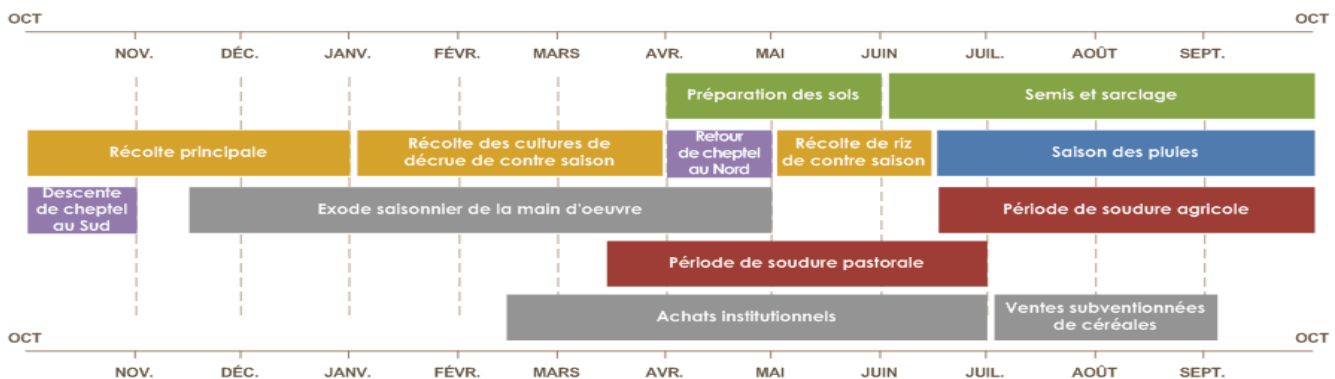
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, février 2018



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source : FEWS NET

## CONTEXTE NATIONAL

### Situation actuelle

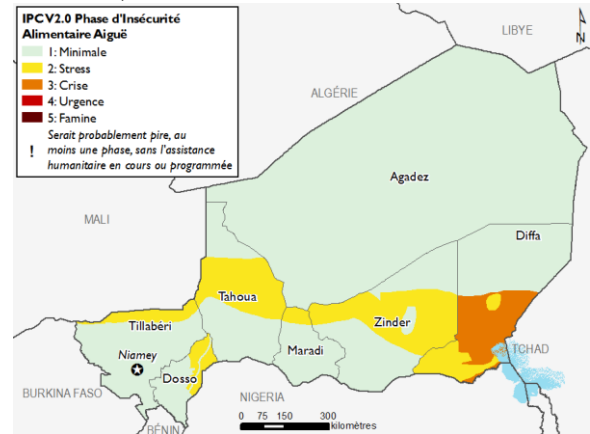
**La zone pastorale est rentrée dans une période de soudure précoce susceptible de durer plus longtemps** : d'après les services de la direction d'Élevage, le déficit fourrager global (pour la troisième année consécutive) atteint 10 941 003 t de matières sèches cette année. La soudure pastorale a déjà commencé dans certaines zones et se présente plus dure que d'habitude à cause des conditions pastorales difficiles. Toutefois, l'embonpoint des animaux est normal grâce à des apports complémentaires en aliments achetés et en résidus agricoles, ce qui augmente les dépenses des ménages pastoraux. La demande actuelle du bétail est faible sur les marchés mais en hausse par rapport à février 2017 grâce à la relative amélioration du taux du naira mais en baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières années avec la forte présence des acteurs exportateurs (Nigériens). Les prix et les termes de l'échange observent une tendance à la baisse résultant de la diminution de la demande à l'exportation vers le Nigeria.

**La campagne agricole 2017/2018 a donné des résultats indiquant un bilan céréalier équilibré par rapport aux besoins de consommation des ménages** : la production céréalière nationale (mil, sorgho, maïs et riz) est estimée à 5 854 623 t par les résultats officiels publiés par le ministère de l'Agriculture, soit un excédent d'environ 28 000 t rapportés aux besoins totaux de consommation humaine. Ce sont des résultats stables par rapport à ceux de 2016/2017 mais en hausse d'environ 14 pourcent par rapport à la moyenne quinquennale. La production de mil a fortement augmenté au détriment du niébé (baisse générale), du sorgho et du maïs qui sont le plus souvent importés. Cela améliore la disponibilité, les revenus et l'accès à la nourriture pour les ménages agricoles. Toutefois, des déficits ont été observés en zone agricole et agropastorale à cause de l'insécurité civile (Diffa), des périodes de sécheresse ou des inondations, des infestations de ravageurs et de l'arrêt précoce des pluies. Cela limite la capacité des ménages pauvres à accéder aux aliments dans ces zones.

**Les cultures de contre saison (maraichères et légumes) et les autres activités économiques saisonnières offrent des opportunités satisfaisantes d'accès aux produits de consommation et aux revenus** : les cultures maraichères se poursuivent normalement avec les récoltes de pastèque, melon, chou, laitue, carotte, tomate, etc., renforçant la disponibilité alimentaire des ménages et sur les marchés. Actuellement, la main d'œuvre journalière pour les travaux d'entretien des cultures maraichères est payée entre 1 500 et 2 000 F par personne, la vente de briques en terre cuite procure 35 à 50 F par brique (pour une fabrication de 200 briques par jour en moyenne), la vente de lait entre 400 et 600 F par litre et les autres sources de revenus telles que le petit commerce, l'artisanat, la vente de paille et de bois se poursuivent normalement et procurent des revenus normaux aux ménages. Cela leur permet de maintenir un accès adéquat aux aliments. Toutefois, les revenus tirés de l'exportation des animaux (Nigéria) et de la main d'œuvre migratoire (Nigéria et Lybie) sont inférieurs à la moyenne, dû respectivement au faible taux du naira et à la persistance des conflits civils. Cela limite le pouvoir d'achat des ménages dépendants de ces sources de revenus.

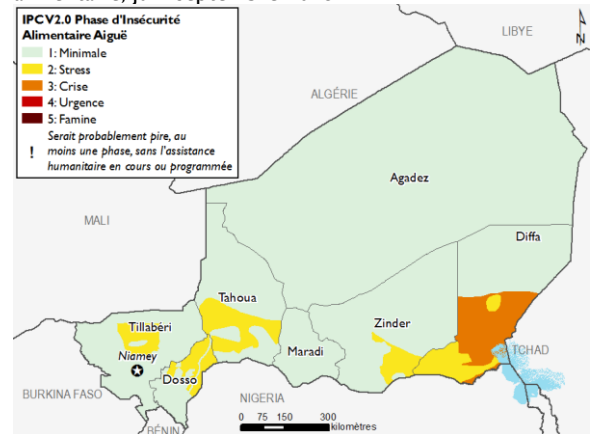
**Les achats institutionnels se poursuivent à un niveau plus important que la moyenne de ces 5 dernières années** : la demande institutionnelle globale est en hausse de 60 à 75 pourcent par rapport au niveau moyen afin de répondre aux besoins et d'améliorer le panier alimentaire des populations vulnérables dont le nombre est en augmentation progressive. Au cours de la campagne agricole de 2017/2018, la Cellule Crise Alimentaire (CCA) prévoit d'acheter 35 000 t de céréales dont 10 000 t directement auprès des producteurs et 25 000 t sous forme d'appel d'offre. A cela s'ajoute le stock résiduel de 12 500 t de céréales et 2 500 t de niébé portant le stock à 50 000 t contre 30 000 t en moyenne. Les prévisions d'achats sont

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, février-mai 2018



Source : FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin-septembre 2018



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est [compatible avec l'IPC](#) suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

estimées à 150 000 t contre 80 000 t en moyenne pour la reconstitution de la Réserve Alimentaire Stratégique (RAS) par l'OPVN (Office des Produits Vivriers du Niger). Cette augmentation de la demande pour la reconstitution du stock national de sécurité est surtout due au démarrage des ventes de céréales à prix modéré en février au lieu de mai/juin habituellement.

**Les variations du taux du naira et ses impacts sur le commerce transfrontalier persistent mais sont en amélioration par rapport à l'année passée :** le taux de change entre le naira et le franc CFA est resté relativement stable depuis août 2017, faisant suite à des périodes de forte dépréciation entre 2015 et 2016. En effet, ce taux a varié de 1000 F pour 850 naira en janvier 2017 à 1000 F pour 630 naira en janvier 2018 favorisant une légère amélioration des importations des denrées alimentaires vers le Niger et une exportation du bétail et des produits de rente vers le Nigéria par rapport à l'année passée. Toutefois, la valeur du taux n'a toujours pas atteint son niveau moyen de 1000 F pour 300 à 350 naira. Cela constitue encore une entrave pour les échanges en plus de maintenir les revenus en dessous de la moyenne saisonnière pour les acteurs vivant des transactions entre ces deux pays. Cependant, sur les marchés terminaux comme Doungass (Zinder) la variation du taux d'échange est moins perceptible car le commerce s'effectue avec le naira de part et d'autre de la frontière.

**Le fonctionnement des marchés s'améliore à la faveur d'une reprise timide des flux avec le Nigéria :** la disponibilité des céréales est globalement satisfaisante sur presque tous les marchés de référence bien qu'il soit observé une faiblesse de l'offre pour le maïs et le sorgho à cause de la timidité des flux en provenance du Nigéria et le niébé à cause de la faible production enregistrée cette année. Au regard de la performance moyenne de la campagne agricole, la demande des ménages est moyenne et relativement faible. La demande commerciale reste légèrement en dessous de la moyenne à cause du prix élevé des produits observé et des difficultés économiques non incitatives qui n'anticipent pas une bonne demande locale. Les variations des coûts de transport entre cette année, l'année passée et la moyenne sont marginales et n'ont pas connu de grands changements. Les flux transfrontaliers (Burkina Faso, Mali, Bénin et Ghana) se poursuivent normalement. Toutefois, les flux transfrontaliers restent perturbés dans la région de Diffa à cause de la persistance du conflit civil.

En ce qui concerne les prix, ils demeurent généralement stables entre décembre 2017 et janvier 2018 sur la plupart des marchés. Comparés à janvier 2017, des hausses modérées à significatives, dont la plus importante à 40 pourcent pour le mil à Abalak, ont été observées à cause de la forte demande des ménages éleveurs. Comparés à la moyenne quinquennale en janvier, les prix connaissent en général des hausses modérées dont la plus critique est de 24 pourcent pour le mil à Téra.

**L'évolution de la situation sécuritaire montre une tendance à la dégradation et à l'élargissement de la zone affectée :** la situation sécuritaire reste préoccupante dans la région de Diffa avec le regain des attaques sur des camps des forces de défense et de sécurité et sur les populations civiles. Cette situation continue de perturber la libre circulation des personnes et des biens, la relance économique et l'accès humanitaire. Selon la situation mise à jour en octobre 2017 par la direction régionale de l'Etat civil, des migrations et des réfugiés, 252 305 personnes (dont 129 015 déplacés internes) se trouvent encore en déplacement dans la région de Diffa, dans les camps ou en centre d'accueil. Les personnes déplacées dépendent largement de l'assistance humanitaire pour couvrir leurs besoins vitaux. Les préoccupations sécuritaires concernent également les régions de Tahoua et de Tillabery dans leur partie nord qui sont devenues le théâtre d'attaques terroristes multiples et de déplacements internes de populations.

**La situation nutritionnelle évolue selon la tendance saisonnière indiquant une situation sérieuse :** la dernière enquête SMART dont les données ont été collectées en août 2016 a relevé au niveau national un taux de 10,3 % pour la Malnutrition Aiguë Globale (MAG). Ce taux est en baisse par rapport aux différents taux des cinq dernières enquêtes. Aussi, d'après les résultats du dernier bulletin de la direction de la Santé, le nombre annuel d'admissions pour la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë a connu une baisse de 13 % en 2017 par rapport à 2016. Toutefois, la situation nutritionnelle préoccupante en cette période post-récolte n'est pas inhabituelle. Compte tenu de la disponibilité moyenne des denrées alimentaires de base, le taux national de la prévalence de la MAG devrait se trouver dans les normes saisonnières, entre 10 et 15 %.

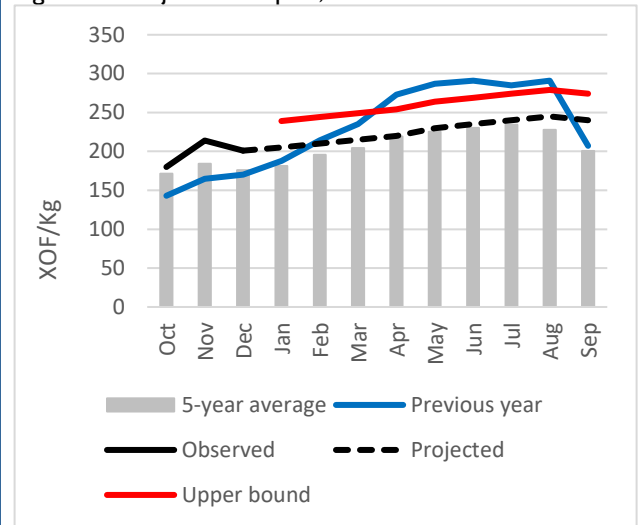
**Les résultats de la sécurité alimentaire :** les conditions alimentaires indiquent une situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 IPC) avec toutefois une dégradation en Stress (Phase 2 IPC) dans la zone pastorale et en Crise (Phase 3 IPC) dans la région de Diffa affectée par le conflit de Boko Haram.

### Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de février à septembre 2018 se base sur des suppositions fondamentales par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

- D'après les résultats des premières analyses prévisionnelles, des pluies moyennes ou supérieures à la moyenne vont prévaloir à travers le pays entre mai et septembre 2018.
- La production de contre saison se déroulera normalement avec l'appui de l'Etat et de ses partenaires et le bon niveau de remplissage des principaux cours d'eau. On s'attend à des productions maraichères moyennes ou supérieures à la moyenne qui vont se traduire par des revenus moyens pour les ménages pauvres leur permettant de maintenir leur accès alimentaire, en améliorant la diversification alimentaire et la situation nutritionnelle chez les enfants de moins de cinq ans.
- La production fourragère est déficitaire pour la troisième année consécutive, provoquant des baisses significatives de la disponibilité en pâturage. Cela va entraîner une soudure pastorale précoce et plus marquée à partir de février au lieu de mars et une détérioration de l'embonpoint ainsi que de la valeur marchande des animaux. Toutefois, il est attendu des conditions pastorales favorables à partir de juin avec les apports de l'hivernage et les interventions de l'Etat et de ses partenaires. La production de lait pourrait reprendre et améliorer les revenus en zone pastorale.
- Les stocks seront renforcés par les commerçants, les institutions et les structures étatiques entre mars et septembre et cela pourrait se traduire par une évolution des prix selon la tendance saisonnière avec toutefois une hausse des prix au-delà des normes saisonnières entre août et septembre 2018 et limiter l'accès pour les ménages pauvres.
- Les ménages pauvres vont continuer bénéficier de revenus issus des travaux de récoltes pour les cultures de décrue et de contre saison moyens ou supérieurs à la moyenne jusqu'en avril 2017. Les autres sources de revenus telles que le petit commerce, l'artisanat et la vente de paille et de bois vont renforcer le pouvoir d'achat des ménages et maintenir leur accès alimentaire.
- L'état d'urgence sera prorogé dans les régions de Diffa, Tillabéry (Ouallam, Ayrou, Bankilaré, Abala et Banibangou) et de Tahoua (Tassara et Tillia) et demeurera en vigueur tout au long de la période du scénario (février-septembre 2018) en raison de la persistance des conflits civils au nord du Mali et au nord-est du Nigéria. Les conflits communaux entre les éleveurs et agriculteurs se poursuivront suivant la tendance saisonnière.
- La relative amélioration du naira par rapport au FCFA va soutenir le transfert des denrées de base vers les marchés locaux du Niger au cours de la période de projection février-septembre 2018. Toutefois, l'exportation du bétail et des cultures de rente vers le Nigeria va évoluer en dessous de la moyenne car le taux d'échanges naira/FCFA est significativement inférieur à son niveau moyen.
- La persistance des conflits civils au Nigéria et en Lybie va continuer de perturber le flux de migrants vers ces pays entre février et septembre 2018. Les transferts d'argent vont rester faibles et inférieurs à la moyenne saisonnière.
- Compte tenu du prix des denrées sur les marchés sources du Nigeria, l'offre va rester inférieure à la moyenne entre février et septembre 2018. La disponibilité des denrées de base sur les marchés ruraux et urbains devrait donc baisser davantage que la tendance saisonnière, malgré la bonne performance de la campagne agricole.
- La disponibilité des stocks institutionnels à laquelle s'ajoutent les stocks ménages issus de la production agricole vont stabiliser la demande locale à un niveau moyen de février à septembre 2018, notamment grâce à la politique de substitution des produits à prix élevés par des produits locaux plus accessibles.

Figure 1 : Projection de prix, mil au marché de Maradi



Source : SIMA

- Les flux transfrontaliers (Benin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Mali) vont se poursuivre normalement et approvisionner les marchés locaux du Niger. Toutefois, les flux en provenance du Nigeria vont évoluer en dessous de la moyenne à cause de la hausse des prix sur les marchés sources et du taux de change. Quant aux flux internes, ils vont se comporter normalement et desservir les marchés éloignés et ceux des zones structurellement déficitaires.
- Les prix des céréales devraient maintenir leur tendance haussière par rapport à la moyenne quinquennale sur la plupart des marchés de février à septembre 2018. Les prix des produits de rente vont connaître la même évolution en raison des exportations supérieures à la moyenne pour le souchet et la faible production pour le niébé.
- Malgré la relative amélioration du taux du naira, le prix du bétail va rester en dessous de la moyenne quinquennale de février à septembre 2018 à cause de la faiblesse des exportations vers le Nigeria par rapport à la moyenne.
- Les plans nationaux et humanitaires, s'ils sont exécutés, pourraient permettre aux ménages vulnérables de bénéficier de distributions gratuites de vivres et de cash de mars jusqu'à la fin de la période de soudure en septembre 2018. Ces interventions permettraient de maintenir une bonne disponibilité alimentaire chez les ménages en plus de faciliter l'accès aux céréales pour les ménages pauvres dans les zones structurellement déficitaires.
- Conformément à la tendance saisonnière, une hausse des cas d'admissions pour malnutrition aiguë est attendue au niveau des centres de prise en charge en période de soudure juin à septembre 2018. Cependant, dans les zones affectées par le conflit de Boko Haram, une prévalence élevée de MAG pourrait être observée en raison de déficits alimentaires et de problèmes d'eau, hygiène et assainissement.

### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les bons résultats de la production agricole et les opportunités de revenus moyens tirés des activités habituelles de main d'œuvre agricole et non agricole permettent à la majorité des ménages des zones agricoles et agropastorales de Maradi, Tahoua, Zinder et Sud de Tillabéry d'accéder à la nourriture sans trop de difficultés. Les résultats d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) vont prévaloir dans ces zones jusqu'au moins septembre 2018. Toutefois, pour les ménages pauvres situés en zone pastorale des régions de Tahoua, Agadez, Maradi et Zinder, la soudure pastorale précoce, la hausse des prix des céréales et le ralentissement des exportations du bétail vers le Nigeria vont engendrer des difficultés alimentaires entre mars et juillet. Cela induira des conditions de Stress (Phase 2 de l'IPC) avec des déficits de protection des moyens d'existence, à l'exception de la zone pastorale de Diffa, où la persistance du conflit devrait conduire à une situation plus sévère et une sécurité alimentaire en Crise (Phase 3 de l'IPC).

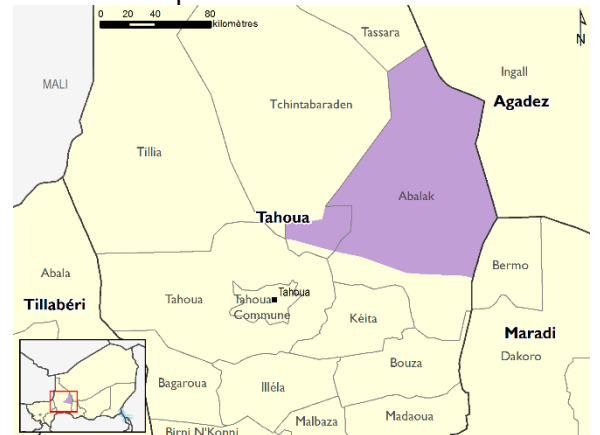
Dans la zone de culture du poivron de la région de Diffa, l'insécurité civile continue de perturber les moyens d'existence des ménages où les résultats de l'insécurité alimentaire de crise (Phase 3 de l'IPC) vont demeurer jusqu'au moins septembre 2018 en raison des sources de nourriture et de revenus inférieures à la normale.

## ZONES DE PREOCCUPATION

### La Zone pastorale d'Abalak dans la région de Tahoua (Zone de moyens d'existence 03)

Dans cette zone de steppe sablonneuse et d'herbe clairsemée, l'élevage constitue le principal moyen d'existence des ménages où la pluviométrie ne dépasse guère les 250 mm par an. Les principales sources de revenus des ménages pauvres sont le gardiennage des animaux, la vente d'animaux, de produits animaux et de paille, l'artisanat et la migration de travail. Ces revenus leur permettent d'accéder au mil, riz et pâtes achetés sur le principal marché d'Abalak. Les marchés sont essentiels pour la vente d'animaux et de produits animaux mais aussi et surtout pour les achats de céréales qui représentent une part importante de l'alimentation des éleveurs qui possèdent moins d'animaux et qui consomment moins de lait et de viande. Les céréales achetées et consommées proviennent en grande partie du sud agricole du Niger et du Nigeria.

Carte de zone pastorale de Abalak



Source: FEWS NET



### *Situation actuelle*

**Situation actuelle de la campagne pastorale dans la zone** : selon le rapport de situation de la campagne pastorale de novembre 2017 par la direction du Développement pastoral, le déficit fourrager enregistré dans la zone est de 1 155 659 de tonnes de matières sèches (TMS), soit 79,44 %. La disponibilité fourragère est de 298 969 TMS pour un besoin fourrager du cheptel résident (862 002 UBT) qui s'élève à 1 454 628 TMS. Cela affecte négativement la production pastorale et provoque un mouvement atypique des éleveurs et leurs animaux vers les régions et départements voisins. Actuellement, les animaux sont partis pour la transhumance et ne seront de retour au nord que vers mai-juin afin de libérer les champs au sud. Toutefois, les grands mouvements habituellement observés vers le Nigéria ne sont plus opérés à cause de la valeur non incitative du naira et l'existence du conflit Boko Haram qui affecte la région de Diffa. La plupart des parcours pastoraux restent nus et l'essentiel de l'alimentation des animaux présents se fait avec les ligneux et les apports en tiges, paille, son de blé et tourteaux de grains de coton. Les dépenses pour l'entretien des animaux ont fortement augmenté par rapport à la moyenne. La situation sanitaire des animaux reste globalement calme malgré des inondations en juillet-août qui ont occasionnées la mort de 3 985 têtes sur les 1 020 394 UBT qui constitue l'effectif du cheptel.

**Disponibilité alimentaire** : la disponibilité alimentaire, bien que moyenne, est suffisante sur les marchés pour couvrir la demande qui se fait de plus en plus pressante à cause du retour des ménages sur les marchés pour leur approvisionnement. Les flux internes à partir des marchés locaux comme Maradi et Tahoua sont réguliers.

**Taux du naira** : le taux du naira a varié de 1000 francs pour 750 naira en novembre 2016 à 1000 francs pour 600 naira en novembre 2017. Toutefois, la valeur n'a toujours pas atteint son niveau moyen de 1000 francs pour 300 à 350 naira.

**Marchés et prix** : les marchés à bétail restent bien approvisionnés avec des ventes plus importantes que l'année passée favorisées par l'amélioration du taux de change du Naira. Toutefois, le taux du naira est toujours en dessous de la moyenne et cela ne favorise pas l'exportation vers le Nigéria du fait de faibles différentiels de prix. Cela rend les conditions de production pastorale difficiles. Toutefois, les achats pour les abattages sont toujours en cours suivant la tendance normale et concerne en grande partie les petits ruminants.

La vente et la production de lait sont moyennes et le prix d'un litre de lait est actuellement de 300 à 400 francs, suivant la tendance saisonnière.

En ce qui concerne les prix des animaux, ils connaissent actuellement des hausses par rapport à l'année passée à la même période grâce à la récente amélioration du taux du naira. Toutefois, les prix restent en dessous de leur moyenne sur cinq ans. Sur le marché d'Abalak, les prix du bétail ont enregistrés des hausses modérées de 11 pourcent pour le caprin et 9 pourcent pour le bovin entre novembre 2016 et novembre 2017. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix connaissent une baisse de 30 pourcent pour le caprin et le bovin. Cela affaiblit le pouvoir d'achat des éleveurs et limite leur accès à la nourriture dans un contexte de dépenses élevées pour l'entretien du bétail. Selon les résultats préliminaires des évaluations conjointes des marchés, le niveau des termes de l'échange cette année est en hausse modérée par rapport au niveau de l'année passée grâce à la reprise des exportations vers le Nigéria en lien avec l'amélioration relative du taux de change. En effet, sur tous les marchés visités, le prix du bouc adulte permet à l'éleveur de se procurer au moins un sac de mil de 100 kg. Toutefois, les termes de l'échange restent en général en baisse légère à modérée par rapport à la moyenne habituelle.

**Les autres sources de revenus** : les autres activités génératrices de revenus telles que la vente de paille et le gardiennage se poursuivent normalement et procurent des revenus normaux. En revanche, la migration temporaire vers le Nigéria et la Libye sont fortement réduits.

**La situation nutritionnelle des enfants** : d'après les résultats de la dernière enquête SMART dont les données ont été collectées en août 2016, la prévalence de la MAG en zone rurale à Tahoua est estimée à 7,5 %. Toutefois, dû aux conditions pastorales, la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans pourrait être préoccupante avec la baisse de la production laitière et l'amenuisement des stocks issus des produits agricoles achetés avant la transhumance de novembre-décembre.

### *Suppositions*

En plus des hypothèses nationales, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit de février à septembre 2018 dans cette zone se base sur les hypothèses suivantes :

- Les flux migratoires vers la Libye et le Nigéria vont fortement diminuer à cause des conflits civils qui persistent dans ces pays. Par conséquent, les transferts seront en forte réduction en juin - septembre 2018 ;
- Vente d'animaux supérieure à la normale pour acquérir les mêmes quantités de nourriture se traduisant par la réduction de la taille des troupeaux ;

- Le déficit de pâturage va entraîner une diminution précoce des ressources fourragères locales et une soudure pastorale qui va démarrer plus tôt, soit en février au lieu de mars ;
- La demande à l'exportation vers le Nigéria va rester très timide en raison du faible taux du naira ;
- L'arrivée à temps des pluies induira un démarrage normal de la campagne pastorale en juillet ;
- La demande augmentera avec les fêtes religieuses ainsi que les prix, induisant des termes de l'échanges plus favorables aux éleveurs de façon temporaire ;
- Le programme social du gouvernement pour la vente à prix modéré des aliments pour bétail va se poursuivre jusque fin juillet pour permettre de réduire les charges financières liées à l'entretien du bétail ; Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les conditions pastorales restent difficiles à cause des déficits de production de pâturage et de la baisse globale des exportations du bétail vers le Nigéria en lien avec le faible taux du naira et la persistance de l'insécurité civile. La plupart des ménages éleveurs seront éprouvés dans leur capacité à effectuer certaines dépenses non alimentaires comme celles liées à l'éducation ou au suivi de la santé animale. Ils dépenseront plus d'argent dans l'entretien du bétail alors que les revenus de la production pastorale sont significativement inférieurs à la moyenne. La baisse des revenus engendrera également des difficultés à faire face aux dépenses alimentaires. Une insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) va s'installer entre mars et juillet avec des déficits de protection des moyens d'existence pour la majorité des ménages pauvres. Toutefois, on s'attend à une amélioration de la situation en insécurité alimentaire aiguë Minimale (Phase 1 de l'IPC) en août-septembre avec la disponibilité du pâturage et la reprise de la production de lait période hivernale.

Pour plus d'information sur l'analyse de cette zone, vous pouvez consulter le [tableau de synthèse de scénario](#).

### **La Zone des Cultures de Poivrons de la Komadougou de Diffa (Zone de Moyens d'Existence 12)**

L'économie de la zone repose principalement sur l'agriculture (poivron, oignon, riz, mil, niébé et maïs), l'élevage (bovin, ovin et caprin) et la pêche. L'agriculture est pratiquée aussi bien sur les terres dunaires en hivernage que dans les bas-fonds en irrigation. Les principales sources de revenus des ménages très pauvres et pauvres proviennent essentiellement de la pêche et de la cueillette, mais surtout de la main d'œuvre dans les champs de poivrons (les travailleurs sont payés en sacs de poivrons qu'ils revendent ensuite au marché). Chez les ménages pauvres, la consommation alimentaire en année normale est assurée par la production propre contribuant à environ 40 pourcent, les achats à plus de 50 pourcent, les dons/zakat et le paiement en nature pour le reste.

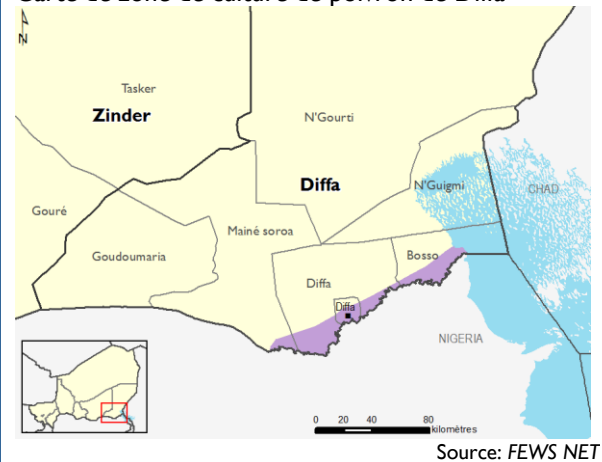
#### *Situation actuelle*

**La situation de la production de poivron :** la production de poivron est dans sa phase de récolte. Le nombre de producteurs et les superficies emblavées sont encore 3 à 4 fois inférieures à celle de la situation d'avant la crise sécuritaire. Selon les estimations des services en charge du suivi de la production du poivron, sur les 8 000 ha de terres réservées à la production de poivron, seulement 2 000 à 2 500 ha sont mises en valeur avec une production attendue de 2 000 à 2 500 t contre une moyenne de 8 000 à 10 000 t. En effet, cette année encore, les mesures sécuritaires prises par les autorités, notamment l'interdiction de l'engrais (urée), la réduction des quantités de carburant vendu et le contrôle strict de l'accès aux champs de poivron, ainsi que le déplacement des populations et les difficultés d'accès aux champs dues au conflit, ont engendré une baisse du nombre de producteurs et donc des superficies mises en valeurs.

**Vente du poivron, comme source de revenus primaires :** les prix de vente du poivron ont dépassé ceux des 2 dernières années et sont significativement supérieurs à la moyenne des années sans crise. Le sac de 17 kg de poivrons qui se vendait entre 12 000 FCFA et 10 000 FCFA respectivement en 2016 et en moyenne, se vend en 2017 à 19 000 FCFA et en janvier 2018 à 22 175 FCFA sur le marché du poivron de Diffa.

Les activités de main d'œuvre agricole pour les travaux d'entretien et de récolte du poivron sont au ralenti suite à la baisse des superficies emblavées. Très peu de ménages pauvres accèdent à l'emploi pour les récoltes de poivron en cours, alors que

Carte de zone de culture de poivron de Diffa



cette activité constitue la principale source de revenus pour cette catégorie de ménages. Les travailleurs sont habituellement payés en nature (sacs de poivron), qu'ils revendent ensuite sur le marché.

**Les sources de revenus secondaires :** la migration des populations de la zone vers le Nigéria est fortement impactée par le conflit de Boko Haram avec un nombre de migrants en forte baisse en comparaison avec la normale. Les zones habituelles d'accueil des migrants, notamment Maiduguri subissent encore les effets du conflit se traduisant par une lente reprise de l'économie locale et donc une faible demande de la main d'œuvre migrante.

**Situation actuelle des résultats de la campagne de production de poivron et des stocks de mil, maïs et sorgho :** suite à la situation sécuritaire difficile et aux mesures de sécurité prises par les autorités, 71 villages (dont 14 à Nguigmi et 57 à Bosso) sur les 606 villages agricoles de la région de Diffa n'ont pas pu effectuer de semis. Cela va entraîner une baisse de la production et des stocks des ménages qui ne pourront pas atteindre les périodes normales de couverture estimées à 4 ou 5 mois. La production céréalière issue de la dernière campagne agricole n'aura été suffisante que pour 2 ou 3 mois de consommation et devrait être presque épuisée,

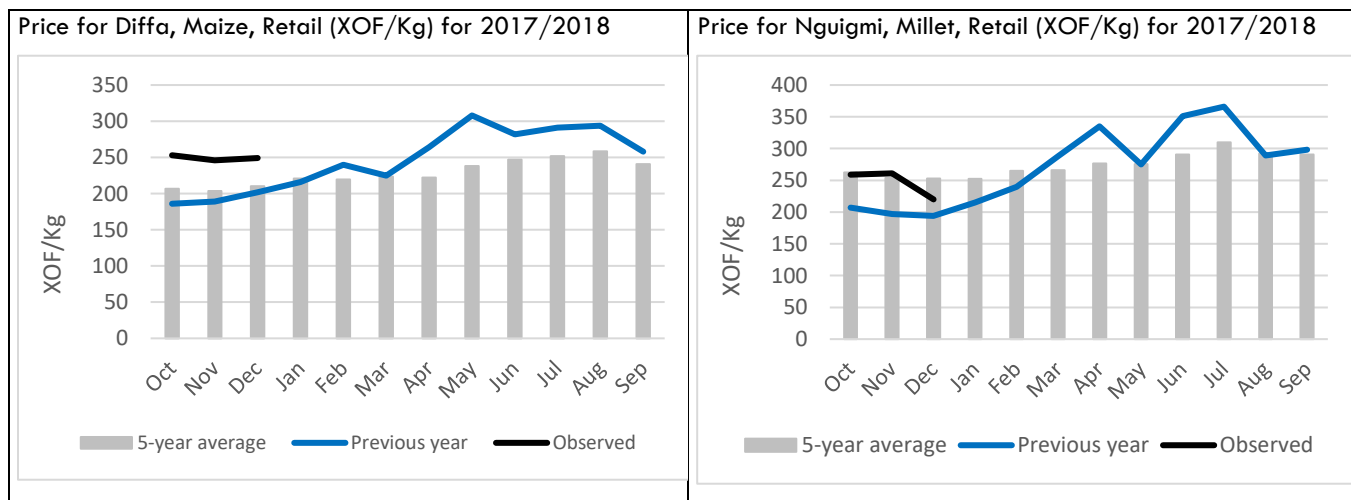
**Situation sécuritaire dans la zone et mouvement de populations :** durant la période du 10 mai au 31 octobre 2017, la situation sécuritaire a été marquée par plusieurs exactions ayant entraîné des mouvements de population.

Le nombre de déplacés internes a légèrement augmenté en raison des attaques dans certains villages (Nguelewa) et leurs environs.

Situation des réfugiés, retournés et des déplacés internes - Mise à jour : Octobre 2017							
Population totale		Réfugiés		Retournés		Déplacés internes	
Ménages	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes
<b>52 291</b>	<b>252 305</b>	<b>23 006</b>	<b>108 470</b>	<b>2 907</b>	<b>14 820</b>	<b>26 378</b>	<b>129 015</b>

Source : Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés

**Marchés et prix des céréales et des animaux**



Le conflit civil se poursuit et continue de perturber le fonctionnement des marchés locaux avec des fermetures officielles de certains marchés à Yebi, Kindjandi, Gueskerou et Gagamari. Les circuits du commerce céréalière et du bétail fonctionnent au ralenti du fait de l'insécurité et suivent de nouveaux corridors qui augmentent les coûts de transaction. La dépréciation du naira persiste mais avec moins d'intensité par rapport aux mois passés.

**Disponibilité alimentaire :** pour les céréales, la disponibilité est moyenne et elle est constituée par du mil, qui pour le moment provient de la production locale et du maïs, qui est importé du Nigeria. La disponibilité dans les ménages est constituée par les produits de la production agricole propre renforcée par les distributions gratuites des vivres dans le cadre des interventions humanitaires, même si elles ne couvrent pas tous les ménages dans le besoin et les stocks des ménages qui ne sont pas encore épuisés le seront très prochainement. La demande est constituée surtout par celle des éleveurs pour la reconstitution des stocks céréalières.



Les prix gardent leur tendance à la hausse pour les céréales et à la baisse pour les animaux en comparaison avec les années passées.

#### Situation de l'assistance alimentaire :

Taux moyen de couverture Assistance alimentaire 2017						
Région	Mois	Cible	Bénéficiaires touchés	Tonnage Vivres(tonne)	Cash distribué	Taux de couverture global
Diffa	Janv-17	308 033	243 149	4 443	417 152 500	79%
Diffa	Févr-17	308 033	218 758	2 404	344 012 500	71%
Diffa	Mars-17	308 033	310 286	4 244	309 540 000	101%
Diffa	Avr-17	308 033	316 529	4 782	148 265 000	103%
Diffa	Mai-17	308 033	375 400	5 545	150 897 500	122%
Diffa	Juin-17	408 367	405 337	6 065	219 537 500	99%
Diffa	Juil-17	408 367	317 313	5 087	166 624 900	78%
Diffa	Août-17	408 367	386 555	5 551	165 685 000	95%
Diffa	Sept-17	408 367	270 923	4 520	86 482 500	66%
Diffa	Oct-17	408 367	363 225	4 888	438 907 500	89%
Diffa	Nov-17	408 367	312 833	3 311	439 005 000	77%
Diffa	Déc-17	408 367	285 146	2 745	442 222 500	70%
<b>Réalisation moyenne</b>			<b>317 121</b>	<b>53 584</b>	<b>3 328 332 400</b>	<b>78%</b>

Source : PAM

Le nombre de personnes dans le besoin d'assistance alimentaire dans la région de Diffa est estimé entre 300 000 et 410 000 dans le plan de réponse humanitaire des agences du système des nations unies. Les acteurs de la mise en œuvre de la réponse humanitaire sont ACF, CARE, IRC, WHH, CCA, SCI, CRS, CR Lux, OXFAM, CARITAS, CICR, CCA, PAM.

Le taux de couverture estimé pour le mois de décembre 2017 et pour l'assistance alimentaire en vivres et en argent liquide serait de 70 % de la population, soit 30 % de personnes ciblées non bénéficiaires.

**La situation nutritionnelle :** la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois dans la région de Diffa a connu une légère amélioration en cette période de récolte mais demeure toujours en situation d'urgence. La récente enquête smart réalisée entre novembre et décembre 2017 montre une prévalence de la malnutrition aiguë de 13,9 % pour la région de Diffa avec des disparités assez marquées au niveau départemental. Les départements de Mainé-Soroa (16 % de MAG), Goudoumaria (14,4 % de MAG) et N'Gourti (13,5 % de MAG) sont les plus touchés avec des prévalences qui se situent entre le seuil d'urgence et critique de l'OMS. Cependant, on note une amélioration de la prévalence de la malnutrition entre 6 et 40 % pour les départements de Diffa, Bosso et N'Guiguimi comparée aux résultats de l'enquête EFSA réalisée en août 2017.

#### Suppositions

En plus des hypothèses nationales, le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire décrit de février à septembre 2018 dans cette zone se base sur les hypothèses suivantes :

- Le conflit de Boko Haram et les mesures sécuritaires qui y sont liées, conjuguées aux restrictions pour l'accès au carburant et aux intrants (notamment les engrais) vont engendrer une réduction significative de la production de poivron de plus 70 % en juin, juillet, août et septembre 2018
- La demande de main d'œuvre pour les travaux agricoles du poivron sera en forte baisse et va provoquer une diminution des revenus de plus de la moitié du montant moyen
- L'offre de poivron sera à un niveau inférieur à la normale
- La demande de poivron sera moyenne et les prix de la vente seront à des niveaux plus élevés que ceux de l'année passée et de la moyenne d'avant la crise sécuritaire
- L'état nutritionnel des enfants de 6 à 59 mois à partir du mois de mai jusqu'en septembre continuera de se dégrader vers une situation nutritionnelle sérieuse (MAG entre 10 à 15 %).

- L'assistance humanitaire va continuer de diminuer et ne pourra toujours pas couvrir tous les besoins humanitaires et non alimentaires

### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Dans la région de Diffa, l'insécurité civile persiste et perturbe le fonctionnement des marchés et les opportunités d'échanges (aliments, bétails) avec les pays voisins (Nigéria, Libye). Les ménages ont été incapables de mener leurs activités de subsistance normales pendant plusieurs saisons consécutives en plus de subir les pressions des personnes déplacées et réfugiées sur leurs moyens d'existence. La plupart de ces ménages seront confrontés à l'insécurité alimentaire aiguë de Crise (Phase 3 de l'IPC) avec des déficits de consommation et des taux élevés de malnutrition aiguë jusqu'au moins septembre 2018. Toutefois, il est probable que des zones s'améliorent en (Phase 2 ! de l'IPC) si l'assistance humanitaire prévue était confirmée.

Pour plus d'information sur l'analyse de cette zone, vous pouvez consulter le [tableau de synthèse de scénario](#).

## EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

**Table I.** Événements possibles dans les huit prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Intervention militaire pour maintenir la stabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mouvements internes de populations dans les régions de Tillabéry et Tahoua</li> </ul>
	Faiblesse des flux de céréales du Mali, Burkina Faso, du Bénin et Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse des approvisionnements sur les marchés</li> <li>• Ampleur plus grande de la hausse des prix</li> </ul>
	Faible mise en œuvre du plan national d'assistance en période de soudure et post-soudure	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible niveau d'atténuation des difficultés alimentaires</li> <li>• Persistance des situations d'insécurité alimentaire</li> </ul>
	Troubles sociopolitiques supplémentaires au Nigéria ou Mali avec pour corollaire une amplification des mouvements de populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limitation des flux des produits et augmentation des prix des céréales</li> <li>• Augmentation du nombre des réfugiés</li> <li>• Augmentation plus importante de la demande de céréales, de l'offre de main d'œuvre, et des prix</li> </ul>
Zone poivron de Diffa (zone 12) et zone pastorale des transhumants et nomades d'Abalak (zone 3)	Aggravation de la situation sécuritaire au Nigéria et émergence d'une situation de conflit dans les autres pays de destination des migrants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation du nombre des réfugiés</li> <li>• Augmentation de la demande de céréales, de l'offre de main d'œuvre et des prix alimentaires au-delà de la tendance saisonnière</li> <li>• Baisse atypique du pouvoir d'achat avec des déficits de protection de moyens d'existence</li> </ul>
	Rétablissement des flux aux frontières nigériane et libyenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des prix des cultures de rente (poivron) et des animaux et stabilité des prix des céréales</li> <li>• Augmentation des revenus</li> <li>• Meilleur accès alimentaire</li> <li>• Amélioration des approvisionnements des marchés</li> </ul>
	Retour des personnes déplacées	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution de la demande de céréales</li> <li>• Évolution des prix à la consommation à un niveau moyen</li> <li>• Baisse de la compétition sur le marché local de la main d'œuvre,</li> <li>• Revalorisation du prix de la main d'œuvre</li> </ul>

**A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS**

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).